

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je pense qu'en novembre dernier le parti d'en face a joué également les Cassandre. Il a dit que 50,000 à 100,000 emplois seraient supprimés. Depuis lors, il y en a eu plus de 200,000 de créés.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Je conseillerai au député de regarder ce qui arrive à l'économie. Voyons ce qui s'est passé. Dans le premier trimestre, nous avons eu une croissance supérieure d'environ 50 p. 100 aux prévisions économiques normales. Hier les intentions d'investissement étaient de 13 p. 100, alors qu'elles n'étaient que de 6 p. 100 en octobre dernier. Cela donne des emplois. Ces emplois vont alimenter nos programmes sociaux. Je suis persuadé que le député comprendra que c'est là l'orientation positive à choisir.

\* \* \*

[Français]

### LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

LES PENSIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, toujours concernant la politique fiscale du ministre des Finances, j'aimerais revenir sur l'exemption accordée quant à la taxe sur les gains en capital. Le *Wall Street Journal* souligne dans ce même article, et je cite:

[Traduction]

«L'exemption des gains en capital va certainement favoriser l'initiative, mais l'américaine plutôt que la canadienne.»

[Français]

Le ministre des Finances ne croit-il pas que, au lieu de défendre l'indéfendable, il devrait immédiatement refermer cette évasion fiscale qu'il a ouverte par son Budget et utiliser les sommes d'argent pour réindexer complètement les pensions de sécurité de la vieillesse?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je ne sais pas qui le député fréquente. Je connais l'auteur de cet article. Il m'a été présenté, le lui ai parlé à diverses reprises. Depuis le temps que je le connais, j'ai lu de nombreux articles dans lesquels il affirmait que les États-Unis étaient sur la mauvaise voie et qu'ils n'auraient pas dû adopter l'orientation actuelle. Qu'est-ce qui s'est produit? L'an dernier il y a eu une croissance record aux États-Unis. L'année précédente il y avait eu une croissance record aux États-Unis. Le député sait bien que pour chaque économiste borgne il y a un autre économiste borgne, et qu'il y a toutes sortes d'économistes borgnes qui disent toutes sortes de choses. Si le député acceptait de croire chaque économiste, et faisait ce que chaque économiste conseille de faire, il serait terriblement embrouillé, encore plus que maintenant.

**Des voix:** Bravo!

### Pétitions

#### LES PENSIONS

L'INCIDENCE DU BUDGET—LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Plus tôt, au cours de la période des questions, il a dit que le programme libéral des 6 et 5 p. 100 était encore plus draconien que le programme du gouvernement actuel. Pourquoi le premier ministre tient-il à présenter un programme de désindexation qu'il qualifie lui-même de draconien?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, tout le monde conviendra, je crois, que la moindre réduction des prestations aux personnes âgées ou même le maintien des prestations au même niveau, sans augmentation, représentent une démarche importante. C'en est une que nous nous devons de peser très soigneusement. C'est seulement parce que nous nous résignons à le faire bien malgré nous que j'ai employé ce terme. C'est à cause de notre intérêt et de notre engagement envers les Canadiens âgés que nous avons agi avec autant de prudence et en accord avec l'esprit de compassion traditionnel au Canada.

• (1500)

ON DEMANDE CE QUE LE GOUVERNEMENT SUIVRA DE PRÈS

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre. Il dit que le gouvernement suit la situation de près. Qu'est-ce au juste que le gouvernement suit de près? L'opinion publique? Le nombre de citoyens âgés qui vivront désormais sous le seuil de la pauvreté? Le premier ministre pourrait-il préciser ce que le gouvernement suit de près dans son évaluation de ce projet de désindexation?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous avons précisé dans le budget ce que nous avons l'intention de faire et comment nous nous proposons de le faire. Évidemment, et comme le comprendra mon honorable ami, nous allons examiner très attentivement tous les grands indicateurs économiques, les suivant de très près afin de voir quelle sera l'incidence de cette mesure d'ici à avril 1986. Et comme je l'ai signalé bien des fois, nous prendrons au plus tôt des mesures destinées à aider davantage les Canadiens âgés.

\* \* \*

#### RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

**M. le Président:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à l'exception d'une seule, les pétitions que les députés ont présentées le mardi 11 juin 1985 sont conformes au Règlement quant à la forme.

La pétition que la députée de Scarborough-Centre (M<sup>me</sup> Browes) a présentée n'est pas conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.

Puis-je faire une observation? A propos de la pétition que le député d'Ottawa-Carleton (M. Turner) a présentée le mardi 11 juin 1985, je voudrais signaler à la Chambre qu'il est contraire aux règles et traditions parlementaires que des députés présentent des pièces justificatives en même temps que des pétitions. Je voudrais rappeler en outre aux députés que les documents, qui sont considérés comme des objets distincts des feuilles de signatures, ne doivent pas être joints aux pétitions.